

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE

Pôle affaires juridiques – marchés publics
Centrale Lille institut
Cité scientifique – CS 20048
59650 Villeneuve d'Ascq
Marches.publics@centralelille.fr



MARCHE DE FOURNITURE D'EQUIPEMENTS DE LABORATOIRE POUR CENTRALE LILLE INSTITUT PF2026-17

LOT 1 : FOURNITURE, INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET LA FORMATION D'UN BANC D'ESSAIS TRIAXIALE AUTONOME POUR CENTRALE LILLE INSTITUT.

Marché passé selon une procédure formalisée en application des articles L.2124-2 et
R2124-2-1° du Code de la Commande Publique (CCP)

Date et heure limites de réception des offres

1^{er} septembre 2026 à 12h00

Acte d'engagement

ACTE D'ENGAGEMENT

Personne publique contractante :

Centrale Lille Institut
Cité scientifique – CS 20048
59650 Villeneuve d'Acsq

Objet du marché :

La présente consultation vise la conclusion d'un marché de fourniture d'équipements de laboratoire pour Centrale Lille institut.

Lot 1 : La fourniture, l'installation, la mise en service d'un banc d'essais triaxiale autonome pour la détermination des propriétés géomécaniques sous conditions de chargement triaxiale pour Centrale Lille Institut.

Mode de passation et forme de marché :

Le présent marché est mono attributaire, conclu à la suite d'une procédure formalisée et selon un marché de fourniture en application des articles L.2124-2, R.2124-2-1° du code de la commande publique.

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :

Madame Sabine MIKA – Agent Comptable

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 2 : PRIX</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 3 : DUREE</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 4 : PAIEMENT</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 5 : AVANCE FORFAITAIRE</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 6 : NOMENCLATURE(S)</u>	<u>6</u>

Article premier : Contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article « pièces contractuelles » du cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG-FCS et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),
M
Agissant en qualité de
☐ M'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;
Nom commercial et dénomination sociale
Adresse
Adresse électronique
Numéro de téléphone Télécopie
Numéro de SIRET Code APE
Numéro de TVA intracommunautaire
☐ Engage la société Sur la base de son offre ;
Nom commercial et dénomination sociale
Adresse
Adresse électronique
Numéro de téléphone Télécopie
Numéro de SIRET Code APE
Numéro de TVA intracommunautaire

☐ Le mandataire (Candidat groupé),
M
Agissant en qualité de
Désigné mandataire :
☐ Du groupement solidaire
☐ Solidaire du groupement conjoint
☐ Non solidaire du groupement conjoint
Nom commercial et dénomination sociale
Adresse
Adresse électronique
Numéro de téléphone Télécopie
Numéro de SIRET Code APE
Numéro de TVA intracommunautaire
S'engage, au nom des membres du groupement ¹ , sur la base de l'offre du groupement,

A exécuter, sans réserve, les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

J'affirme, sous de peine de résiliation du marché ou de mise en régie à mon tort exclusif, ne pas tomber sous le coup des interdictions découlant de l'article 50 de la loi n°52-401 du 14 Avril 1952, modifié par l'article 56 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, ou d'interdictions équivalentes prononcées dans un autre pays.

¹ L'annexe relative à la désignation des co-traitants est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire. Elle est recommandée dans le cas d'un groupement conjoint.

Etabli ou domicilié en France, j'atteste sur l'honneur ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.

Certifie avoir souscrit la déclaration visée à l'article L.5212-5 du Code du travail ou, en étant, redevable avoir versé la contribution visée à l'article L.5212-9 de ce code.

Certifie que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.32431 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés conformément à l'article D.8222-3-3° du code du travail).

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

Article 2 : Prix

La description des prestations, la nature et les spécificités techniques des fournitures sont décrites au Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP) et aux Cahier des Charges Techniques et Particulières (CCTP).

Le marché s'entend à prix unitaire. Le détail du prix sera repris dans le bordereau des prix unitaires annexé au présent acte d'engagement.

Article 3 : Durée

Le marché est conclu pour une période ferme d'une année **à compter de la notification**.

Article 4 : Paiement

La personne publique contractante se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants² conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique :

- *Ouvert au nom de :*
Pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

- *Ouvert au nom de :*
Pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur³ :

☐ Un compte unique ouvert au nom du mandataire ;

² Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

³ Cocher la case correspondant à votre situation

☐ Les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Article 5 : Avance Forfaitaire

Le titulaire souhaite-il une avance :

OUI ☐ NON ☐

Article 6 : Nomenclature(s)

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
38000000-5 : « Equipements de laboratoire, d'optique et de précision ».	

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A

Le

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

*Est acceptée la présente offre pour valoir
Marché*

A

Le

**Signature du représentant du pouvoir
adjudicateur habilité par arrêté ministériel datant du
5 juin 2023**

Thomas MAURER